

Séquence 6

La situation actuelle au regard de la démocratie

enregistré le 20 octobre 2025

Pour comprendre la situation actuelle de la France, au regard de la démocratie, il manque des émissions qui n'ont pas encore été réalisées à ce jour, dont

- **La Révolution avait fait naître la République, il restait à conquérir la Démocratie** ([séquence 7](#)) et
- Les rapports entre **capitalisme et démocratie** qui ont changé dans le temps. ([séquence 8 à 11](#))

Mais à partir des séquences précédentes, nous disposons déjà de quelques clés de lecture qui peuvent nous être utiles pour comprendre la situation actuelle

- Le constat de la différence d'**approche** entre la **volonté populaire** et **les choix faits par ses représentants** Traité Constitutionnel Européen, Retraite... ([séquence 2](#))
- on a identifié la différence entre ce qu'est la **Démocratie** ([séquence 2](#)) et ce qu'est la **République** ([séquence 5](#))
- on a également vu que ces **différences d'approche dissimulaient des conflits d'intérêt** ([séquence 4](#))

Peut-être dispose-t-on d'autres éléments pour éclairer ?

On dispose également de l'expérience de l'histoire. Ce **n'est pas la première fois que les élus se trouvent confrontés à un désaveu populaire** de leurs choix politiques.

Lors d'élections

- 1986 Mitterrand est président et la Gauche perd les élections législatives. Le président prend acte de la volonté populaire et il nomme Chirac, leader du groupe parlementaire majoritaire comme Premier ministre pour conduire la politique du Gouvernement. C'est la première cohabitation.
- 1997 Chirac est président de la République. Il dissout l'Assemblée Nationale et perd les élections législatives. Le président prend acte de la volonté populaire et il nomme Jospin, leader du groupe parlementaire majoritaire comme Premier ministre. C'est la 2^e cohabitation.

Le peuple s'est prononcé, le Président, garant des institutions républicaines, prend en compte les choix du peuple souverain. Dans les deux cas, la démocratie est prise en compte.

Lors de désaveux populaires **dans la rue**, on trouve également un fonctionnement républicain **reconnaissant la double légitimité démocratique**.

- En 1984, Mitterrand est Président, Mauroy Premier Ministre. Le programme prévoyait de créer un **grand service public unifié de l'éducation**. Sa mise en œuvre est portée par Alain

Savary, ministre de l'éducation Nationale. Des manifs organisées contre cette réforme, mobilisent 1 million de personnes dans la rue. La réforme est retirée et le ministre Savary démissionne.

- En 1986 Chirac est Président, Juppé Premier Ministre. Alain Devaquet porte un projet de réforme des Universités. La résistance des étudiants et des lycéens est dure, elle conduit à la mort de Malik Ousseine, un étudiant violemment frappé par deux policiers. Le ministre Devaquet présente sa démission. Jacques Chirac l'accepte et retire le projet de loi.

Le peuple s'est prononcé, le Président, garant des institutions républicaines, prend en compte la volonté populaire.

Dans ces quatre cas de figure (deux concernant les élections, deux concernant les droits démocratiques d'expression, de grève, de manifestation...) le Président, garant des institutions démocratiques, prend en compte la volonté du peuple. Le régime républicain est au service de la démocratie.

Depuis quelques années, ça ne marche plus comme ça.

Le peuple est déboussolé, il s'interroge sur notre fonctionnement démocratique.

- Déjà en 2016 le gouvernement de François Hollande a fait adopter **la loi El Khomri** qui portait un coup au droit du travail, élaboré laborieusement pendant un siècle et demi de luttes ouvrières. Le mécontentement populaire s'était manifesté sous forme de 12 journées de grèves et de manifestations, mobilisant entre 224.000 et 500.000 personnes. Et la loi était passée en ayant 3 recours au 49-3.

Avec la présidence d'Emmanuel Macron, la non prise en compte de la démocratie s'amplifie.

- En 2018, **Le mouvement des Gilets Jaunes** : Parti d'une augmentation d'une taxe sur les carburants, un mouvement social spontané d'ampleur dure 6 mois. En réaction à la crise des Gilets jaunes, Emmanuel Macron annonce l'organisation d'un grand débat, ouvert à tous les Français comme un « *outil consultatif de sortie de crise* ». Le mouvement finit par s'essouffler, sans que le gouvernement prenne en compte le malaise social dont il était l'expression : disparition des services publics et de santé dans certains territoires, Non reconnaissance de certaines catégories de population, problèmes de baisse du pouvoir d'achat pour certains...
- **La réforme des retraites** : 80 % des salariés sont opposés au report de l'âge de la retraite à 64 ans. L'opposition à cette réforme mobilise plusieurs millions de personnes lors de nombreuses manifestations, elle entraîne plusieurs journées de grève nationale. Macron et son gouvernement font passer la réforme par le 49-3¹.

1 L'article 49-3 permet de faire passer une loi sans débat au Parlement

Dans ces trois situations, le pouvoir exécutif ne prend pas en compte la volonté populaire et compromet la démocratie.

En 2024, la situation dégénère.

- En juin 2024, les macronistes perdent les **élections européennes**. Macron dissout l'Assemblée Nationale. Les macronistes et ses alliés perdent les élections législatives. Deux fois de suite le Président est désavoué par les urnes. Le message est explicite : le peuple ne veut plus de la politique conduite depuis 7 ans. Mais le président se conduit comme s'il avait gagné les deux élections. Il nomme des premiers ministres du camp des vaincus, au lieu de tenir compte de la volonté populaire.

Dans les trois cas, il n'y a pas de transgression des institutions républicaines, (tout est conforme à la constitution) mais le régime républicain ne s'inscrit plus dans le modèle démocratique. Les institutions républicaines sont **utilisées contre la démocratie**.

Pour comprendre ce dysfonctionnement démocratique, il nous manque de connaître et comprendre **l'évolution du capitalisme dans ses rapports avec la démocratie**, nous y reviendrons.

Quelques symboles qui peuvent nous éclairer

En 1981, Mitterrand gagne les élections présidentielles et la Gauche arrive majoritaire au parlement. Le président pose un acte symbolique fort, médiatisé. Il se rend au Panthéon et dépose une **rose** (symbole du Parti Socialiste) **rouge** (symbole de la gauche révolutionnaire) sur le tombeau de *Jean Moulin* (le chef de la **résistance** torturé à mort par les services de Papon, collaborateur nazi), sur celui de *Victor Schoelcher* (à qui l'on doit l'**abolition définitive de l'esclavage** en France) et sur celui de *Jean Jaurès* (la figure historique du Socialisme qu'il contribue à fonder en 1902). Par ce symbole, Mitterrand manifeste sa volonté d'inscrire son action dans l'histoire des luttes émancipatrices.

En 2007, **Sarkozy** gagne les élections et la Droite avec lui.

Il pose également deux actes symboliques forts pour marquer sa victoire.

- Il organise une **soirée** au **Fouquet's** . Soirée privée, entre soi, où sont invités des personnalités possédant une certaine influence médiatique ou économique.

- Et, nouvellement élu, il décide de passer quelques jours sur **le Yacht** de luxe de son *ami* Vincent **Bolloré**, un milliardaire français, parmi les plus grandes fortunes de France.

Par ces symboles, Sarkozy manifeste qu'il entend conduire une politique au service des grandes fortunes et de leurs courtisans.

En 2012 il perd les élections. François Hollande, candidat socialiste, en campagne utilise la formule « **Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance** ».

En 2016, Macron veut « **tout changer** ». Son programme pour 2017 s'appelle : « *Révolution* ». C'est le candidat du « *ni Droite, ni Gauche* », le candidat du « *en même temps* ». Face au mouvement des Gilets Jaunes, il annonce l'organisation d'un grand débat, sur tout le territoire et ouvert à tous les Français. Le président ajoute une grande déclaration démocratique. « *Cette concertation d'ampleur nationale a pour objectif de **redonner la parole aux Français sur l'élaboration des politiques publiques qui les concernent*** ».

La **révolution** macronienne qui devait répondre à la demande populaire d'être reconnu, pris en considération, d'un arrêt de la casse des services publics et de l'hôpital, on la cherche. Par contre, dans les faits, on retrouve la volonté de l'abbé Sieyès en 1789 ([séquence 3](#)) « *Les citoyens... n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique.... le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.* »
Même complètement désavoué, je reste en place jusqu'à la fin de mon mandat.

La crise que nous vivons est la conséquence, entre autre, d'un décalage entre l'exercice des institutions républicaines et l'idéal démocratique qu'elle est sensée servir. Le **pouvoir exécutif** utilise les **institutions républicaines** pour exercer le pouvoir **au service du petit nombre**. La **volonté populaire**, écartée du champ politique est désorientée.

Pour conclure provisoirement :

La Présidence Macron, depuis son programme « Révolution », jusqu'à la double nomination de Sébastien Lecornu comme premier ministre, illustre à merveille la phrase du *Guépard* dont j'ai déjà parlé ([séquence 4](#)) « *Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change* »

Mais, ça résiste. On y reviendra.